

**4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat**  
**Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux**

**Lundi 10 décembre 2012**

**Centre de conférence Pierre Mendès-France**  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

**DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES**

# **La carte d'achat dans le secteur public: progression et perspectives**

**Solange Ligeret**  
*Secrétaire général,  
APECA*

**Claudine Le Doeuff**  
*Responsable du domaine fournitures  
et prestations générales, SAE*

**Laurent Fabregat**  
*Chef de secteur,  
DGFIP*

# 4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat

## Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux

Lundi 10 décembre 2012

Centre de conférence Pierre Mendès-France  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

## ► Evolution du marché global

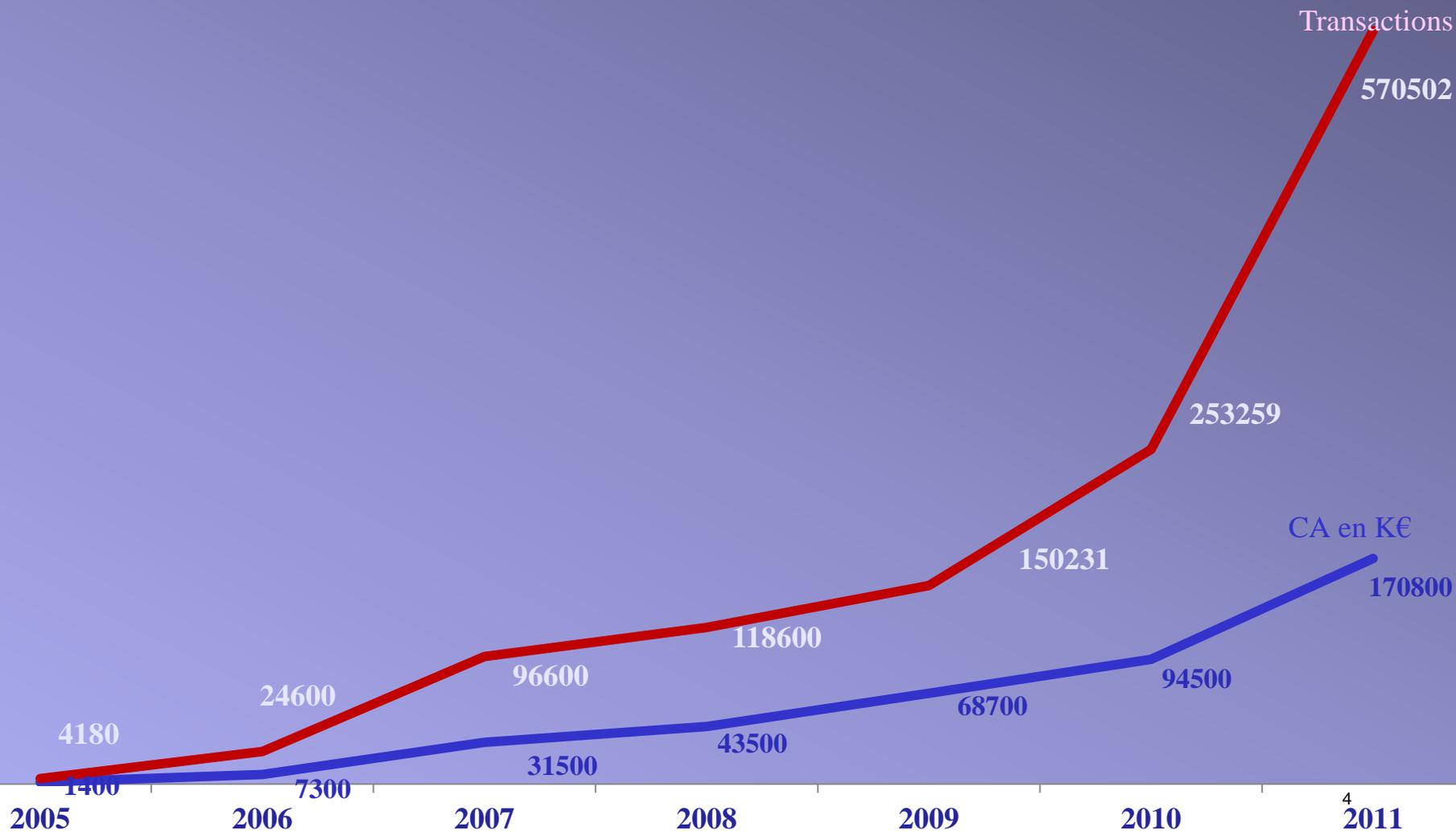
# L 'activité à fin 2011 (Etat & Secteur Public Local)

	2010	2011	
	<b>94,547 M€</b>	<b>170,774 M€</b>	<b>+ 81%</b>
	<b>253 259</b>	<b>570 502</b>	<b>+ 125%</b>
	<b>373,32 €</b>	<b>299,34 €</b>	<b>- 20%</b>

Source: enquête DGFIP / SAE 2011 en collaboration avec les Etablissements financiers

# Evolution Nombre de transactions et CA en K€

Marché global 2005 - 2011



# 4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat

## Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux

Lundi 10 décembre 2012

Centre de conférence Pierre Mendès-France  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

► Pour l'Etat :

# Progression et répartition des programmes



# L'activité des services de l'Etat à fin 2011

	2010	2011	
	<b>39,01 M€</b>	<b>104,73 M€</b>	<b>+ 168%</b>
	<b>84 915</b>	<b>348 229</b>	<b>+ 310%</b>
	<b>459,37 €</b>	<b>300,74 €</b>	<b>- 34%</b>

Source: BNP Paribas 2011

# 2011 : Une année clé pour l'État

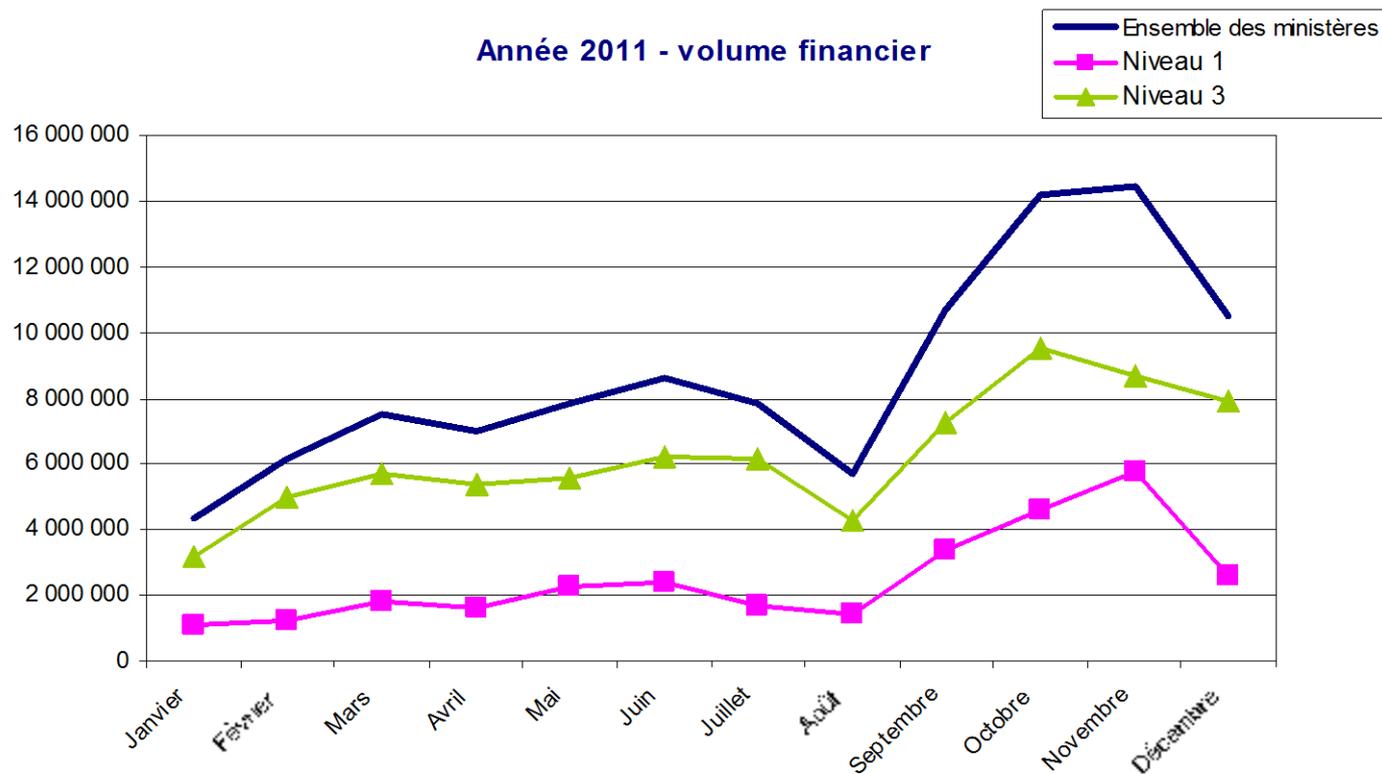
□ Comme le montre les chiffres bruts, l'année 2011 marque un véritable tournant dans le recours à ce moyen de paiement au sein des services État :

- le chiffre d'affaires a été multiplié par 3

- le nombre de transactions par 4

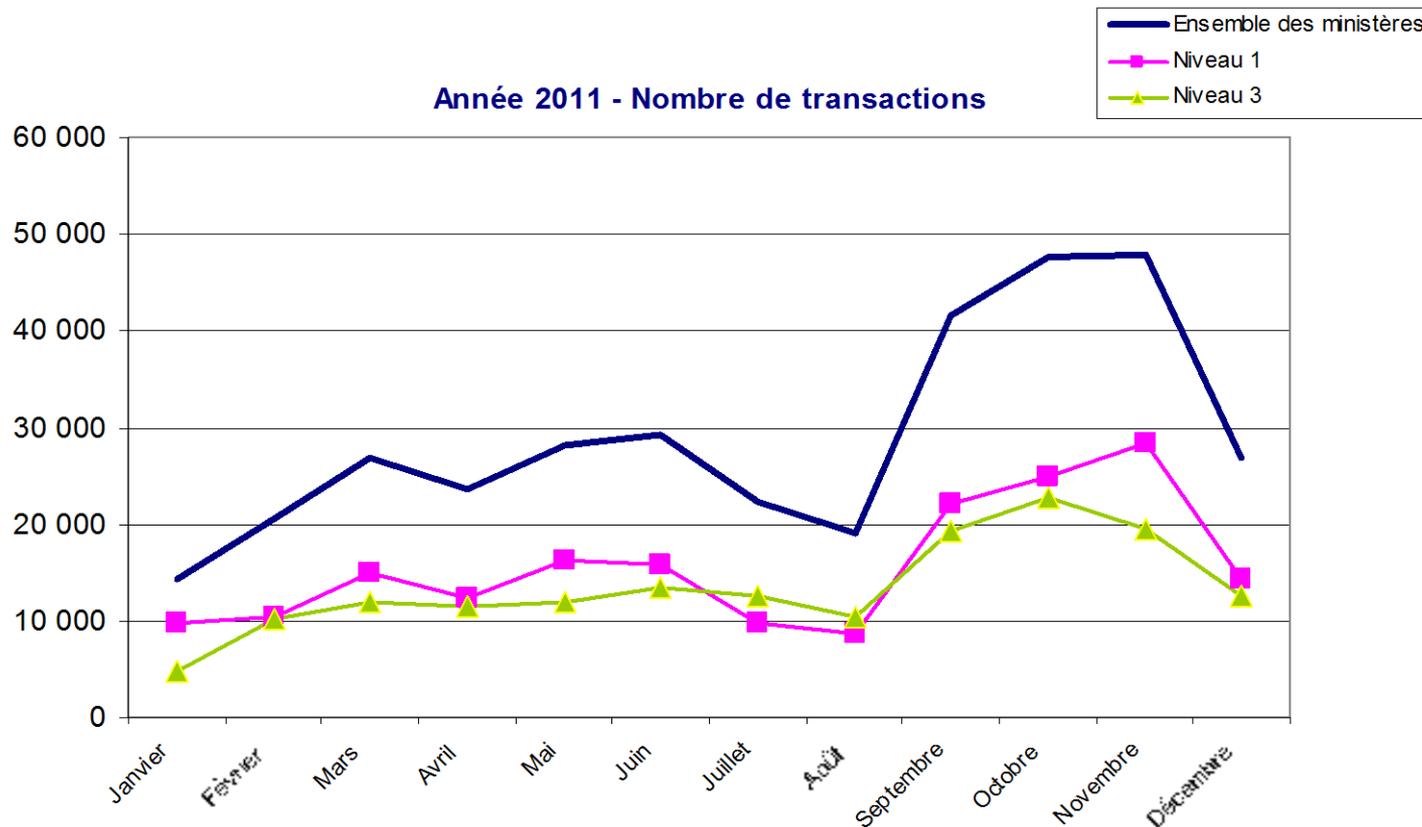
# 2011 : Une année clé pour l'État

❑ Le volume financier se répartit selon un rapport de 70 / 30 en faveur des transactions enrichies de niveau 3.



# 2011 : Une année clé pour l'État

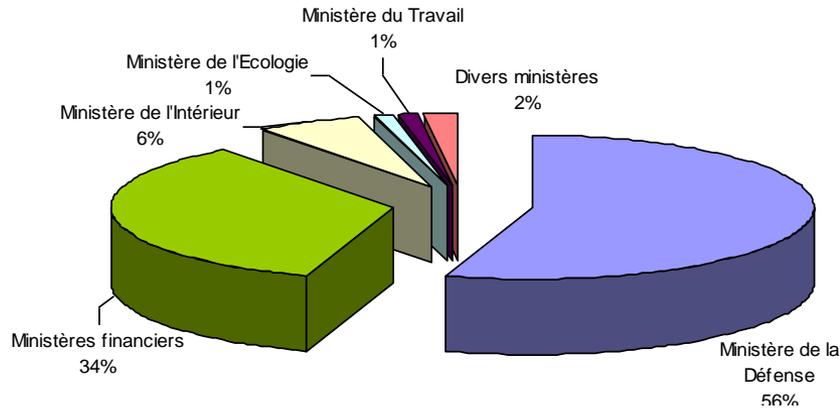
Quant au nombre de transactions celles-ci se partagent équitablement entre les achats ponctuels (niveau 1) et les achats sur marchés formalisés (niveau 3).



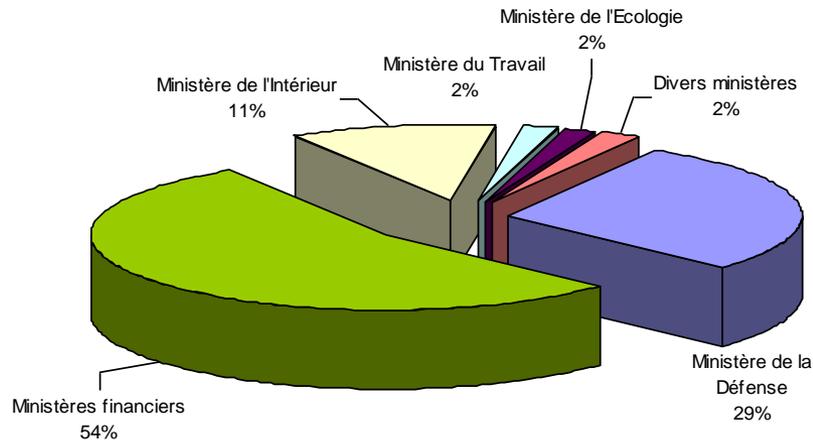
# 95% de l'activité repose sur 3 ministères

## □ Trois grands types d'utilisation se dégagent

Chiffre d'affaires réalisé en carte d'achat - Année 2011

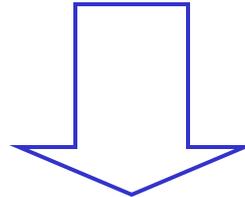


Nombre de transactions carte d'achat - Année 2011



# Évaluation qualitative

- ❑ une utilisation pour une multitude de petits achats
- ❑ un impact économique de l'ordre de **20 millions d'euros**



Dans un contexte de réduction des dépenses de fonctionnement, la carte d'achat trouve sa place aux seins des services de l'État là où celle-ci a le plus de sens :

**LES ACHATS RECURRENENTS**

# 4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat

## Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux

Lundi 10 décembre 2012

Centre de conférence Pierre Mendès-France  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

► 2012 - 2013 ...

**Pour l'Etat : le potentiel, les perspectives**

  
SERVICE DES ACHATS DE L'ETAT

# **2012 : Une année de consolidation**

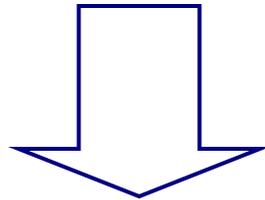
**□ Un chiffre d'affaires autour des 140 millions d'euros pour près de 700 programmes et plus de 14 000 cartes.**

**□ Le gel des déploiements sur le 2ème semestre 2012 (terme du marché en cours)**

**□ La reconduction de BNP Paribas comme titulaire du marché**

# 2013 de nouvelles perspectives avec la carte et d'autres outils

- ❑ Extension optimale des déploiements de programmes carte
- ❑ Introduction de la carte logée dans le sphère publique Etat avec un nouveau décret
- ❑ Dématérialisation fiscale des factures possible depuis le 1er janvier 2012



**Toute cette richesse d'outils pour mieux définir les segments sur lesquels la carte d'achat est la plus appropriée et où son recours est incontestable.**

**4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat**  
**Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux**

**Lundi 10 décembre 2012**

**Centre de conférence Pierre Mendès-France**  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

 **DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES**

**► Pour le Secteur Public Local :**

**Progression et répartition des programmes**

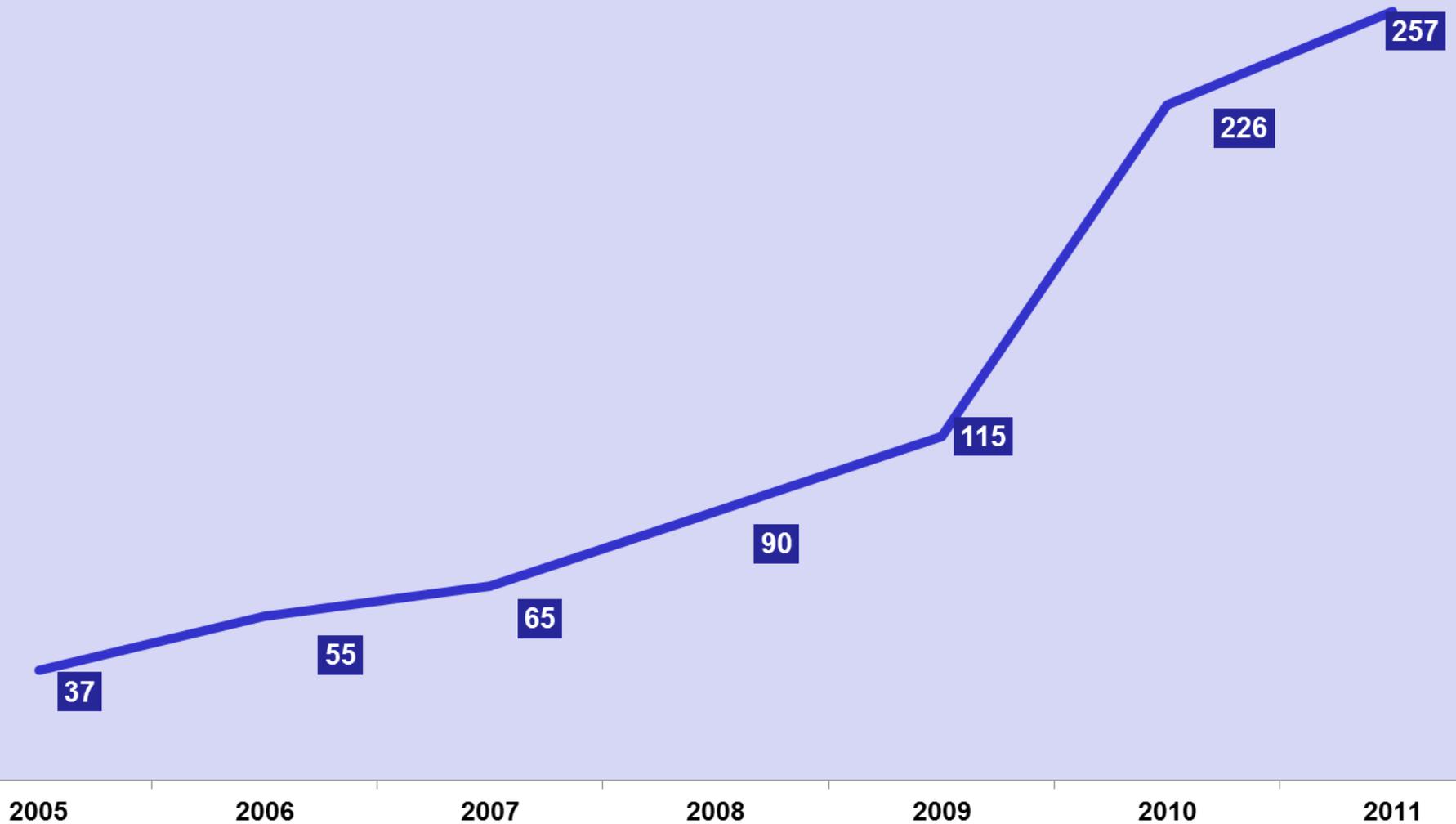
# L 'activité du Secteur Public Local à fin 2011

	2010	2011	
	<b>55,538 M€</b>	<b>66,059 M€</b>	<b>+ 18,9%</b>
	<b>168 344</b>	<b>222 273</b>	<b>+ 32%</b>
	<b>329,91 €</b>	<b>296,58 €</b>	<b>- 10%</b>

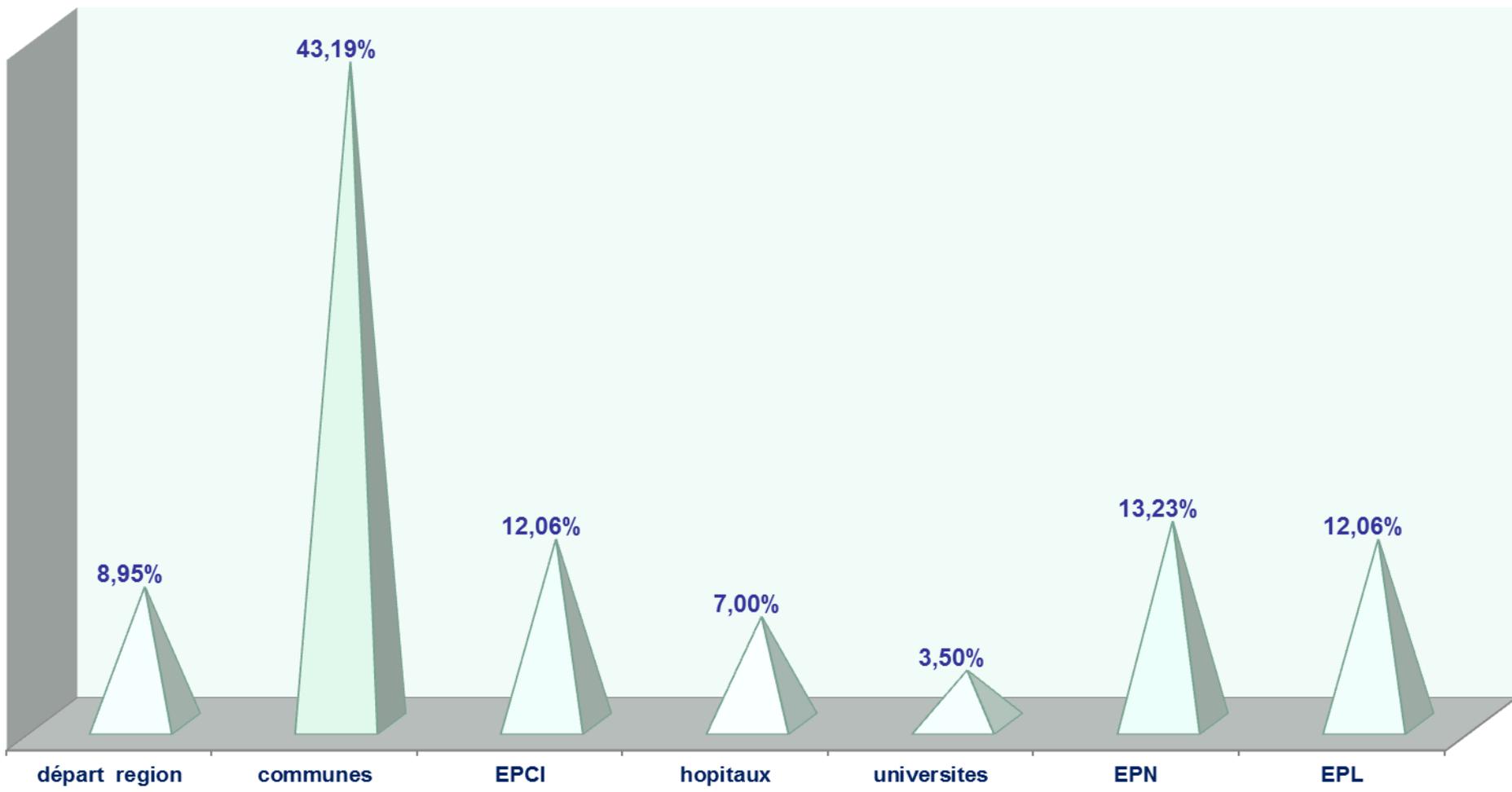
Source: enquête DGFIP 2011 en collaboration avec les Etablissements financiers

# La progression du nombre de programmes se poursuit

**257 programmes = +13,7%**



# Communes et établissements publics représentent toujours la majorité des programmes



**4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat**  
**Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux**

**Lundi 10 décembre 2012**

**Centre de conférence Pierre Mendès-France**  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

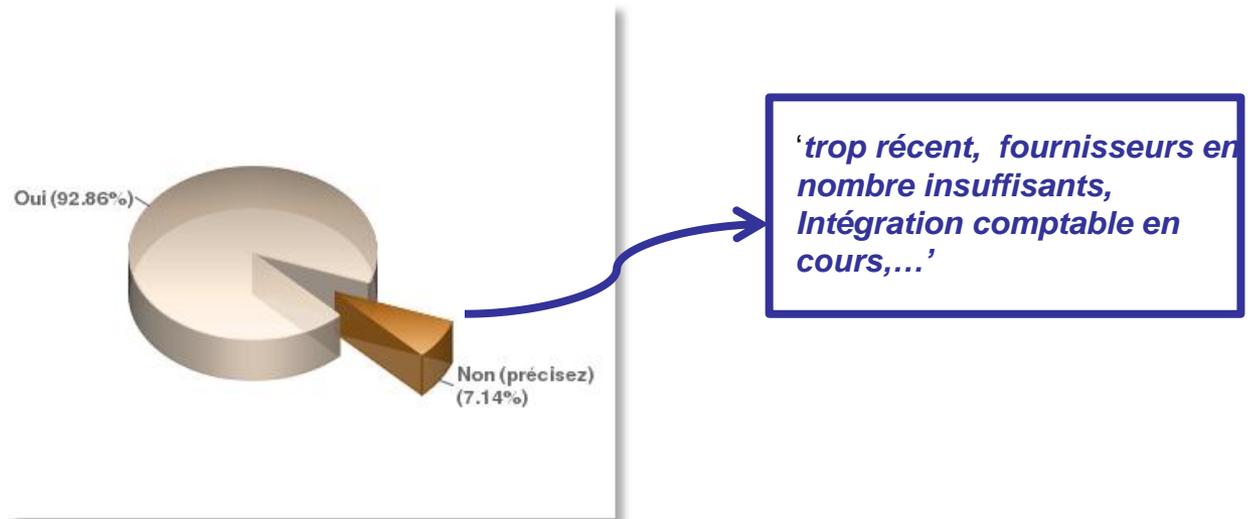
 **DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES**

**La carte d'achat,  
un outil bien utilisé et maîtrisé mais...**

***Base: enquête de perception novembre 2012  
153 répondants***

# L'objectif principal est atteint mais la carte d'achat n'est pas encore pleinement intégrée dans le processus d'approvisionnement

<i>Quel était votre objectif principal lors de la mise en place du programme ?</i>	Etat	Secteur Public Local
Simplification de l'achat	51%	33%
Réduction du nombre de mandats	11%	26%
Réduction des délais de paiement	8%	7%
Simplification de la relations fournisseurs	8%	7%
Dématérialisation des processus	5%	15%



# La carte d'achat n'est pas encore inscrite dans un projet de dématérialisation globale

<i>La carte d'achat participe –t-elle à un projet de dématérialisation plus globale?</i>	Etat	Secteur Public Local
<b>Oui, dématérialisation de la commande</b> ex: catalogue en ligne)	<b>35%</b>	<b>19%</b>
<b>Oui, dématérialisation des factures</b>	<b>12%</b>	<b>7%</b>
<b>Oui, dématérialisation des pièces justificatives</b>	<b>5%</b>	<b>7%</b>
<b>Oui, dématérialisation des échanges ordonnateur/comptable</b>	<b>17%</b>	<b>19%</b>
<b>Non</b>	<b>31%</b>	<b>48%</b>

# 4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat

## Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux

Lundi 10 décembre 2012

Centre de conférence Pierre Mendès-France  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

### ► L'activité :

- la volumétrie
- les catégories d'achats
- les transactions

# Un volume de chiffre d'affaires annuel et des transactions en progression

<i>Volume de chiffre d'affaires annuel</i>	100 %
10 000 à 50 000 €uros.	46%
50 000 à 100 000 €uros.	17%
100 000 à 500 000 €uros.	24%
500 000 à 1000 000 €uros.	9%
> 1000 000 €uros.	4%

**87%**

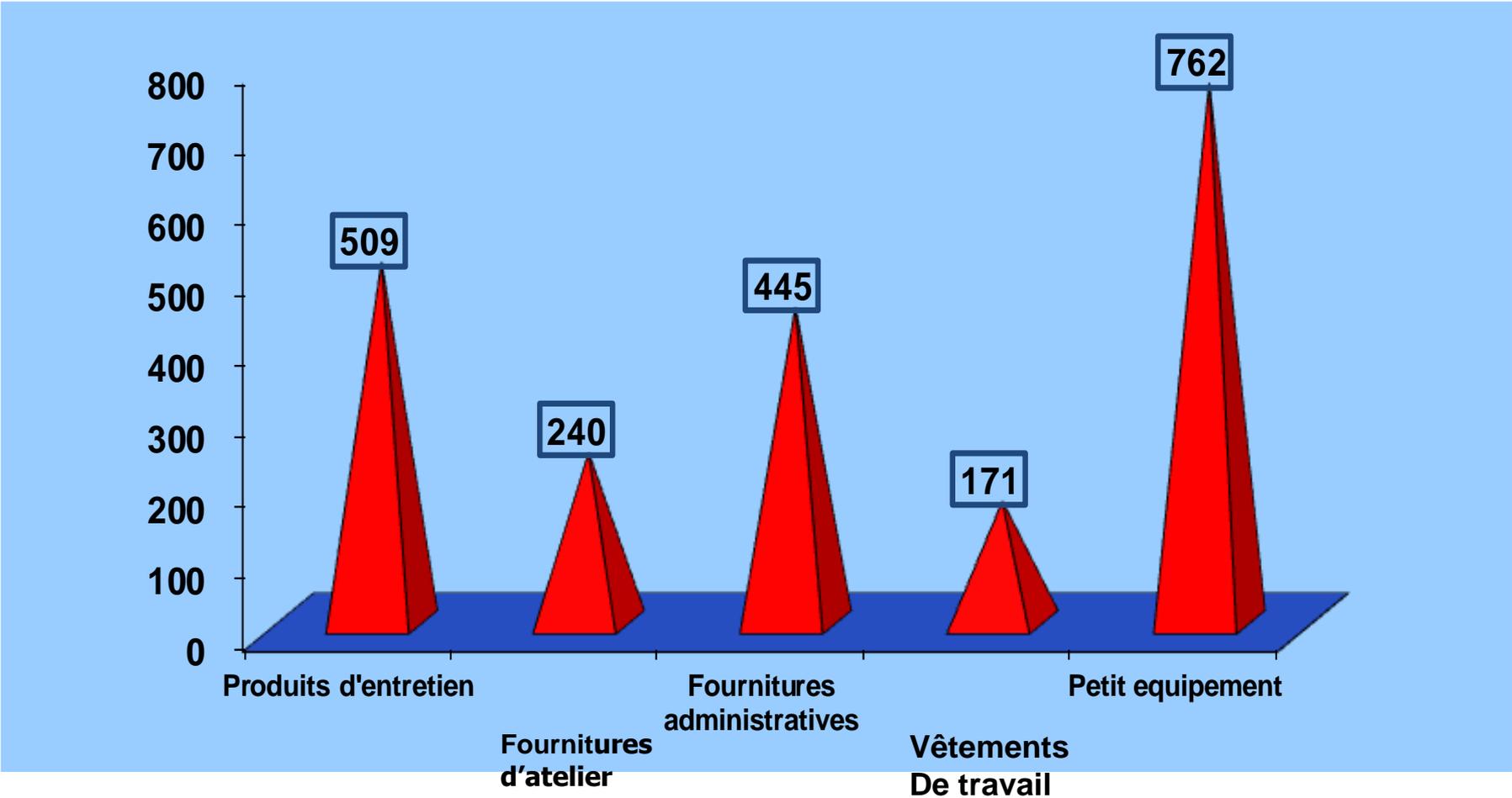
<i>Nombre annuel de transactions</i>	100 %
10 à 50	28%
50 à 100	14%
100 à 500	21%
500 à 1000	19%
1000 à 10 000	17%
> 10 000	1%

**63%**

**mais il reste ... ►**

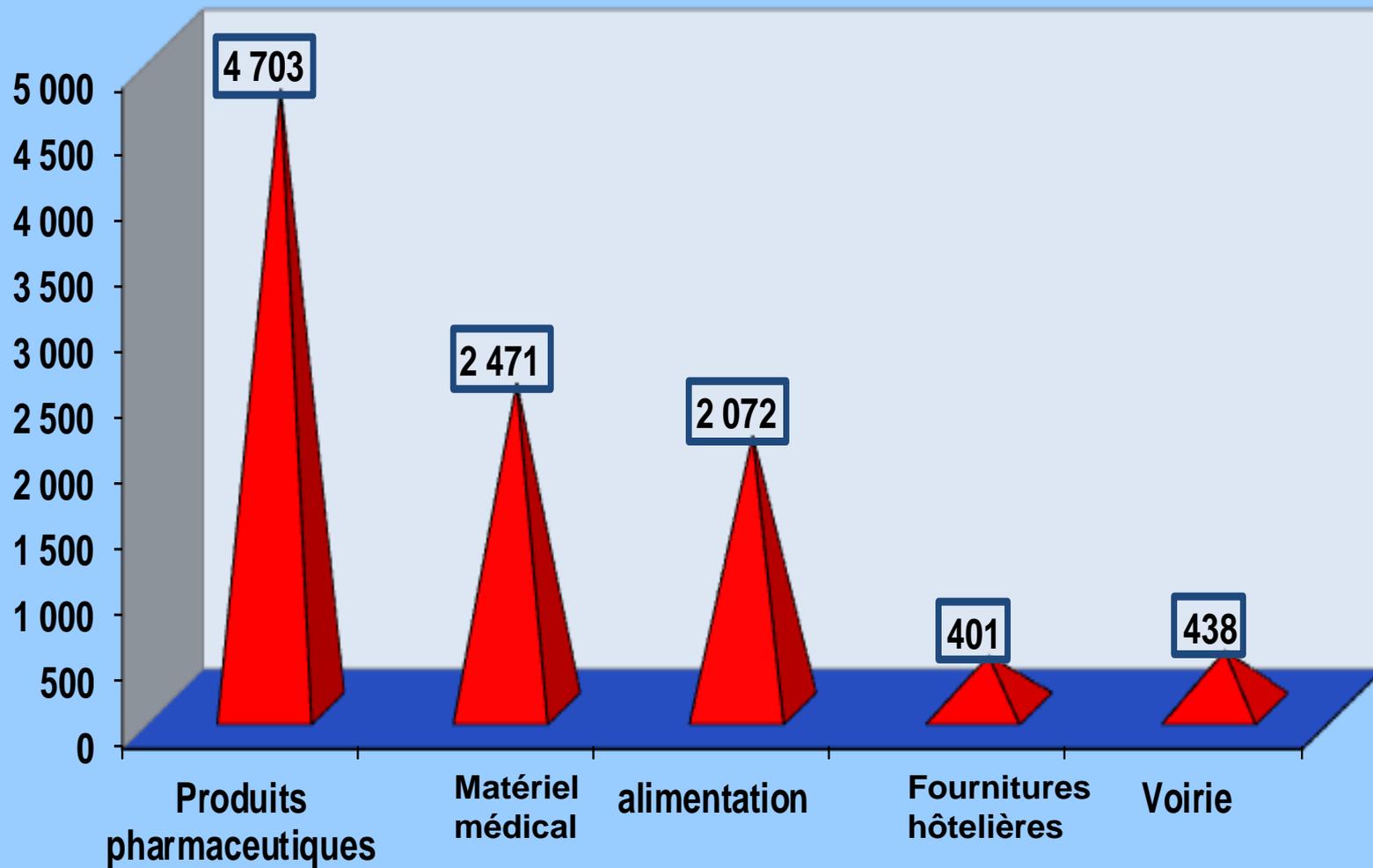
# Des marges de progression importantes

## ► Les dépenses récurrentes courantes (en M€)

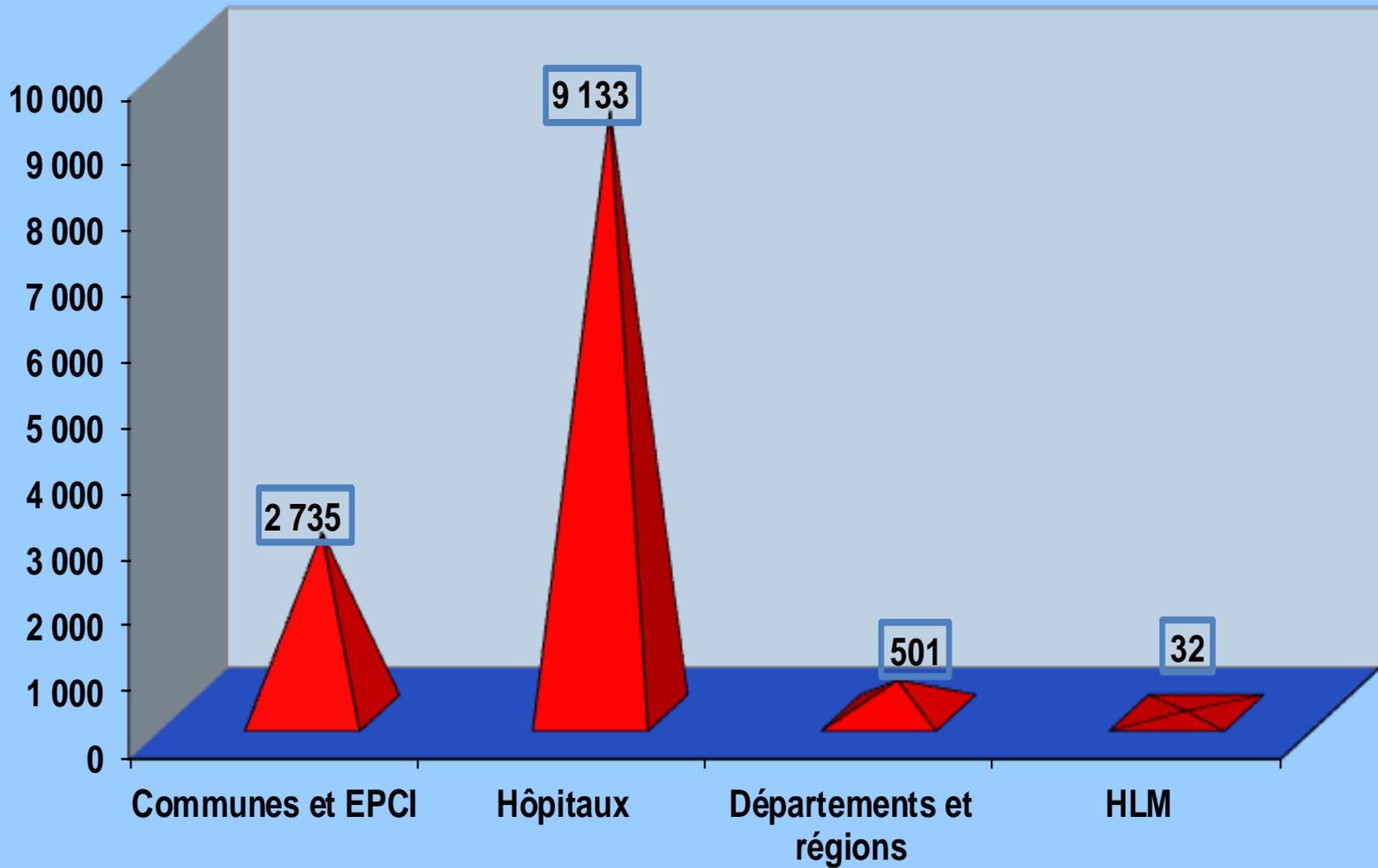


Source: Bases comptables DGFIP

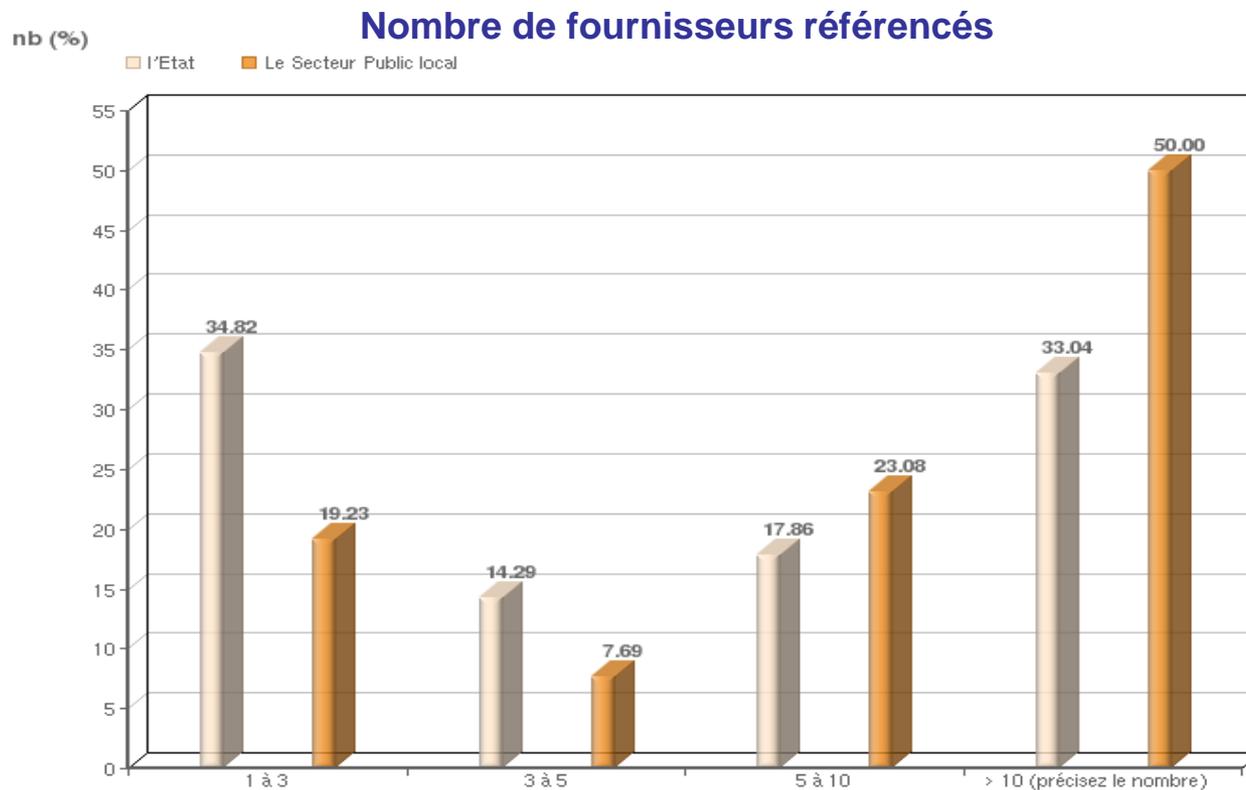
## ► Les dépenses récurrentes spécifiques (en M€)



► Les dépenses récurrentes par secteur (en M€)



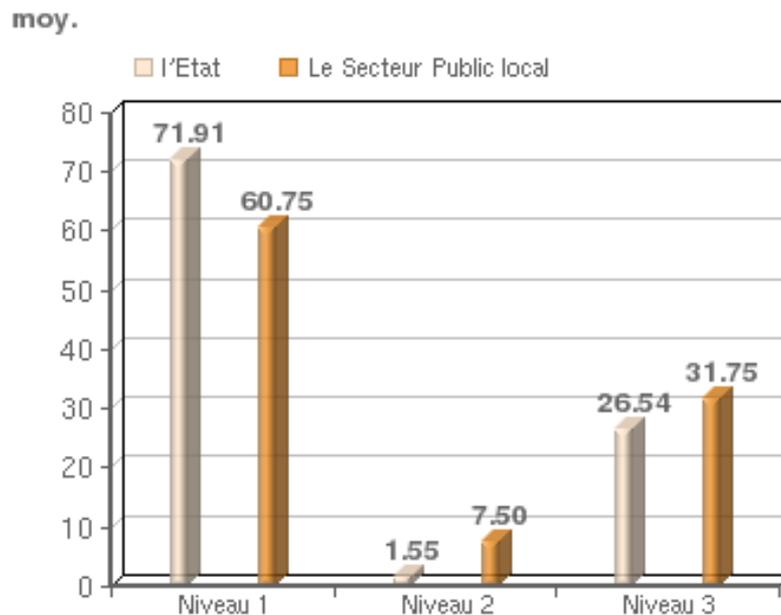
# Un nombre de fournisseurs et des catégories d'achats en augmentation



	Etat	Secteur Public local
Nombre de famille d'achats	moyenne	moyenne
	<b>7.05</b>	<b>4.67</b>

# Le niveau 1 très utilisé, le niveau 3 en baisse

## Répartition



Type de transactions	Etat (%)	Secteur public local (%)
Niveau 1	76%	46%
Niveau 2	4 %	8%
Niveau 3	50%	31%
Je ne sais pas	23%	42%

# 4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat

## Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux

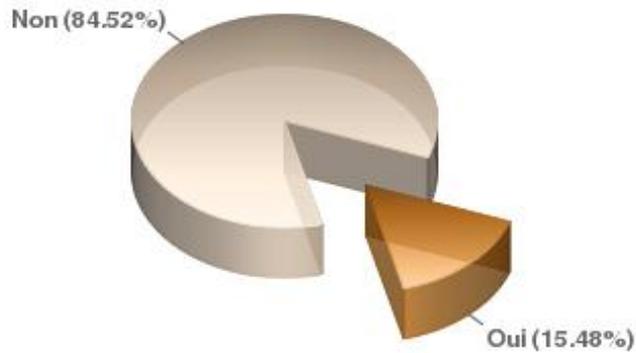
Lundi 10 décembre 2012

Centre de conférence Pierre Mendès-France  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

### ► Les relations Acheteur/Fournisseur

# Acceptation, l'amélioration se confirme mais les mêmes freins persistent



<i>Si oui, lesquels ?</i>	Etat (%)	SPL (%)
Méconnaissance du produit	9%	45%
Nombre d'entités utilisatrices trop peu important	0%	18%
Coût d'adaptation technique	54%	27%
Difficulté d'organisation	0%	18%
Taux de commission	27%	45%
Absence d'obligation à l'acceptation dans le marché	18%	27%

# 4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat

## Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux

Lundi 10 décembre 2012

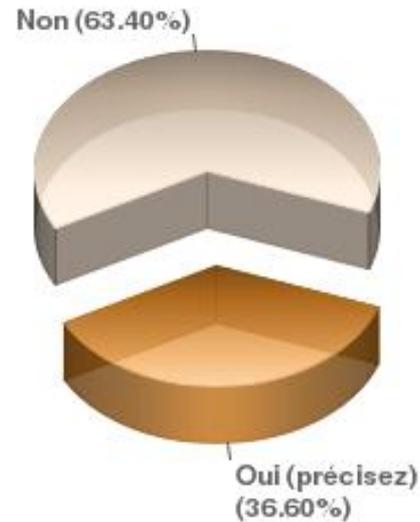
Centre de conférence Pierre Mendès-France  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

- ▶ **L'impact de la carte d'achat :**
  - l'organisation
  - les relations fournisseurs

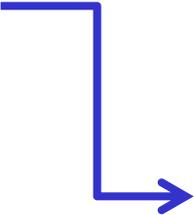
# Pas de changement dans l'organisation, un item à suivre, les précisions pouvant être interprétées positivement ou... négativement

Etat  $\cong$  SPL

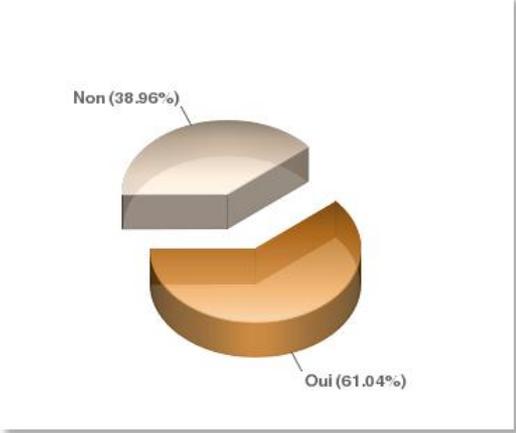


# Le mandatement n'est pas impacté et/ou peu être complexifié dans près 1 cas sur 2

<i>La carte d'achat a-t-elle amélioré les opérations de mandatement?</i>	Etat	Secteur Public Local
Oui	55%	56%
Non, aucun changement	28%	18%
Non, complexification	13%	11%
Non, autre (précisez)	4%	15%

- 
- complexifie l'analyse budgétaire,
  - difficulté du ROP,
  - intégration dans Chorus,
  - interface manquante,
  - N1
  - aucune simplification

# Impact sur la relation Acheteur / Fournisseur



<i>Si oui, lesquels ?</i>	Etat	Secteur Public Local
<b>Simplification de la commande</b>	<b>77%</b>	<b>68%</b>
<b>Fluidification du traitement des factures</b>	<b>47%</b>	<b>53%</b>
<b>Résolution des litiges</b>	<b>14%</b>	<b>5%</b>
<b>Autre (précisez)</b>	<b>6%</b>	<b>11%</b>

Délai de paiement, amélioration des relations client, paiement direct sans mandat admin,

# 4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat

## Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux

Lundi 10 décembre 2012

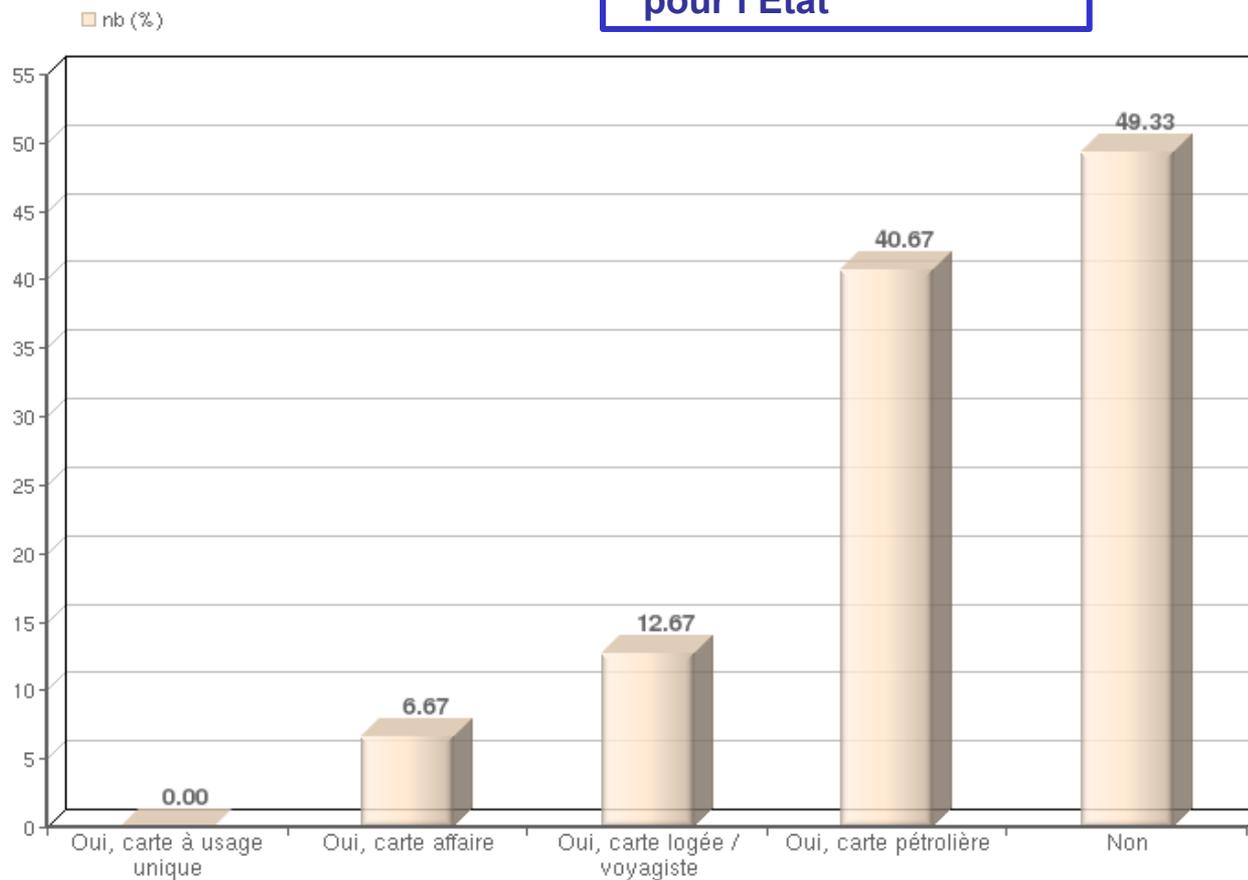
Centre de conférence Pierre Mendès-France  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

► **Et les autres cartes entreprise ?**

# Dans 1 cas sur 2, une autre carte entreprise est utilisée

La carte pétrolière dans près de 50% pour l'Etat



# 4<sup>ème</sup> édition des Etats généraux de la Carte d'Achat

## Modernisation et dématérialisation des échanges commerciaux

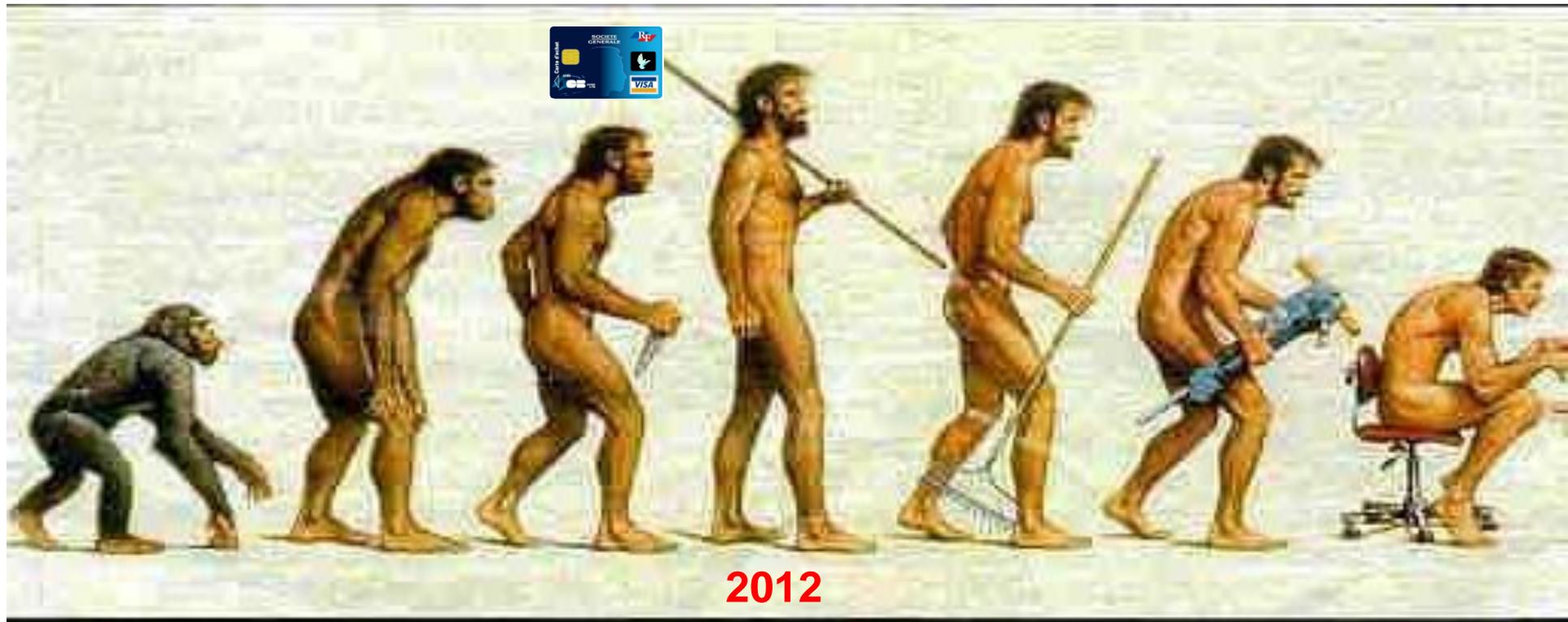
Lundi 10 décembre 2012

Centre de conférence Pierre Mendès-France  
Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie

 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

## En conclusion

**La Carte d'Achat est un produit simple mais elle est aussi le catalyseur de changements importants.**



***'Ce n'est pas l'espèce la plus forte qui survit, ni la plus intelligente, mais plutôt celle qui est la plus apte à s'adapter au changement'***  
**Charles Darwin**